ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 7 mars 1969, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant réglementation du service postal", a donné le 28 mai 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e maart 1969 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende reglementering van de postdienst", heeft de 28e mei 1969 het volgend advies gegeven:

Préambule.

A l'alinéa 2, les mots "mise en vigueur par l'arrêté royal du 13 décembre 1954" sont inutiles et doivent être omis.

Conformément à l'article 6 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, l'alinéa 5 doit viser l'accord du Ministre des Finances.

Article 1er.

Au 2, il est proposé de définir la zone locale comme suit : "partie d'une agglomération telle qu'elle est délimitée par le directeur général des postes, et qui est le siège d'une halte d'agents distributeurs ou d'un bureau de poste avec ou sans service de distribution".

Article 4.

Le dernier alinéa est inutile, dès lors que l'alinéa 1er dispose que sont considérées comme correspondances du format standard celles qui remplissent toutes les conditions qui sont énumérées.

Article 5.

Au 1, il serait préférable d'écrire : "toutes correspondances dont le mode de fermeture empêche de vérifier le contenu ... ".

Au 2, une virgule doit être placée après le mot "personnelle".

.../...

Article 8.

La fin de l'alinéa 3 devrait être complétée comme suit : "d'aucun objet quelconque soumis au tarif réduit".

Article 13.

Au 1 du § 1er, le mot "copie" doit être remplacé par "pièce".

Selon les explications du fonctionnaire délégué, les cartes d'adresse sont considérées comme des imprimés et soumises au tarif des imprimés.

Il conviendrait , dès lors, d'ajouter les mots "cartes d'adresse" à l'énumération qui figure sous le n° 11 du § 2.

Article 16.

En vue d'établir les tarifs postaux sur des bases précises, le projet édicte une réglementation détaillée qui, en matière d'écrits imprimés, consacre de multiples distinctions, dont les unes sont fondées sur des critères objectifs présentant une relation avec la charge assumée par le service des postes et dont les autres ne paraissent pas justifiées par une telle considération.

Plus spécialement, l'article 16 du projet établit, entre les écrits périodiques, une distinction exclusivement fondée sur leur contenu, en prévoyant qu'ils seront soumis à un régime différent selon la part qu'ils consacreront respectivement aux articles d'information générale et aux annonces commerciales ou réclames.

.../...

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les raisons objectives qui pourraient justifier semblable distinction, compte tenu du principe de l'égalité des citoyens devant les charges qui peuvent être exigées en rémunération du fonctionnement d'un service public.

Article 22.

Le début de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme suit :

"Sont considérés comme envois "phonopost", les envois de disques phonographiques, de bandes, ... ".

Article 23.

La fin de l'alinéa 2 devrait être rédigée comme suit : " ... pour autant que les règles de conditionnement propres à cette catégorie d'objets soient respectées".

Article 24.

Il n'existe pas de définition de l'échantillon pour le service intérieur. Il conviendrait cependant que cette notion soit précisée car elle a une autre portée en service international.

Article 25.

Selon le fonctionnaire délégué, cette disposition n'a plus d'utilité pratique. Il y a lieu de l'omettre.

Article 28.

La dernière phrase de l'alinéa 2 du § 7 établit une tolérance qui trouverait mieux sa place dans une circulaire. La même observation vaut pour les articles qui reprennent cette même disposition.

.../...

Article 45.

A l'alinéa 2, les mots "de la taxe fixe en question" devraient être remplacés par "de la taxe de recommandation".

Article 47.

Au § 2, la dernière phrase doit être complétée comme suit : "Ceux de ces objets susceptibles d'être remplacés ne peuvent être déclarés que pour le montant présumé des frais de remplacement".

Article 49.

Au § 3, les mots "à charge" doivent être insérés après le mot "perçue".

A l'alinéa 2, les mots "de l'espèce" devraient être remplacés par "supplémentaire".

Paragraphes 4 et 5. Voir l'observation faite au sujet de l'article 50.

Article 50.

Le projet prévoit certaines interventions de la Régie des télégraphes et des téléphones dans le service postal.

La Régie est un organisme d'intérêt public doté de la personnalité civile créé par la loi du 19 juillet 1930.

Aux termes de l'article ler, alinéa 2, de cette loi, "la Régie des télégraphes et des téléphones exploite, dans l'intérêt général, avec application des méthodes industrielles et commerciales, la télégraphie et la téléphonie avec ou sans fil".

.../...

Aucune disposition de la loi ne permet à la Régie d'étendre le champ de son activité, ni au Roi de charger la Régie d'autres missions que celles qui lui sont dévolues par le législateur.

Dans la rigueur des principes, il faut donc mettre en doute la légalité des dispositions du projet qui chargent la Régie de participer au service postal.

Articles 51 et 52.

La coopération de la poste aux services des colis postaux de la Société nationale des chemins de fer belges et aux services télégraphiques et téléphoniques ne rentre pas dans les missions confiées à la poste par les articles 1er et 3 de la loi du 26 décembre 1956.

La poste peut être chargée de cette coopération, en vertu de l'article 3, dernier alinéa, mais après délibération en Conseil des Ministres (article 35).

Il convient, en conséquence, que les articles 51 et 52 soient soumis au Conseil des Ministres. La mention de ces articles devra être ajoutée aux articles énumérés dans le proposant de l'arrêté en projet.

Article 56.

Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Moyennant paiement préalable d'une taxe pour avis de réception, il est donné à l'expéditeur avis de la remise des envois enregistrés et exprès".

.../...

Article 59.

§ 1er. Aux sixième et septième lignes, le texte devrait être complété comme suit : "substituts du Procureur général" et "substituts du Procureur du Roi".

Le § 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Bénéficient de la franchise postale, les lettres du format standard, les cartes postales, les cartes illustrées du format standard et les cartes de visite qui sont expédiées par les miliciens stationnés, en temps de paix, en dehors du Royaume ou qui leur sont destinées.

... ".

Article 60.

Alinéa 1er. Les mots "dont question à l'alinéa suivant " doivent être remplacés par "dont il est question à l'alinéa 2".

La référence au "premier alinéa de l'article 59" doit être complétée comme suit : "à l'article 59, § 1er, alinéa 1er". Cette observation vaut aussi pour les articles 61, § 1er, et 62.

Article 65.

Au § 1er, les organismes d'intérêt public qui sont visés sont ceux qui sont soumis à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Cette précision devrait être ajoutée.

Article 67.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, l'expression "pour le compte du Ministère de la Justice" vise les relations admises en vue des élections aux conseils des prud'hommes. En conséquence, le texte suivant est proposé pour le § 1er :

.../...

"A l'exception des relations en franchise de port admises en exécution des lois électorales ou en vue des élections aux conseils des prud'hommes, toutes les correspondances administratives qui présentent un caractère d'intérêt général ... ".

Article 78.

L'article 78 vise les fonctionnaires et agents de l'Etat, des provinces, des communes, des organismes parastataux etc., à l'exclusion des magistrats et des militaires.

L'intention du Gouvernement n'est pas de modifier, en quoi que ce soit, le statut des fonctionnaires et agents visés par l'article 78. Il ne pourrait d'ailleurs le faire, en ce qui concerne les agents de l'Etat, qu'en observant les formalités prescrites pour les modifications au statut des agents de l'Etat; il ne pourrait pas le faire, en ce qui concerne les agents des provinces et des communes, en raison du statut légal de ceux-ci.

L'intention du Gouvernement serait plus clairement exprimée dans le texte suivant :

"Article 78.-

Sans préjudice de l'application du Code pénal et des peines disciplinaires qui pourraient leur être infligées en vertu de leur statut, sont tenus d'acquitter une taxe égale au double des ports et taxes fraudés, les fonctionnaires et agents coupables :

1. d'usage abusif de contreseing, d'enveloppe, bande ou carte utilisée pour la correspondance administrative, de vignettes spéciales ou de marques spéciales de machines à affranchir;
2. de fraude, au sens des articles 64 et 72.

.../...

Il en est de même pour les fonctionnaires et agents qui ont rendu possible tout usage abusif par un tiers.

Le Ministre .... (comme au dernier alinéa) ".

Article 81.

Tel qu'il est rédigé, l'article 81 semble donner à la poste le choix entre la distribution à domicile ou la distribution poste restante.

Il conviendrait de préciser le texte en insérant les mots "selon le cas" après le mot "distribuées".

Article 115.

Le projet omet de définir la carte-récépissé. Il serait utile de reprendre la définition qui en est donnée à l'article 143 de l'arrêté royal du 10 septembre 1936.

Article 123.

L'article 4 de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal dispose :

"Le montant d'un ordre donné par chèque postal ne peut excéder 500.000 francs.

Toutefois, il est loisible au Roi de majorer cette somme".

La suppression de toute limite, dans l'article 123 de l'arrêté en projet, excède les pouvoirs que le Roi tient de l'article 4, alinéa 2, précité, qui ne lui permet que de majorer la somme de 500.000 francs fixée par la loi elle-même.

.../...

Article 152.

Les mots "non-acceptation" et "non-visa" doivent être remplacés respectivement par "défaut d'acceptation" et "refus du visa" (articles 45 et 78 de la loi sur la lettre de change).

Article 165.

Les mots "outre du complément de prix" devraient être omis.

Article 180.

L'article 180 se réfère, en ce qui concerne les relations postales en service international, à la Convention et aux arrangements de l'Union postale universelle, sauf pour ce qui touche aux dispositions facultatives prévues dans ces actes internationaux.

La constitution de l'Union postale universelle, le protocole final et les autres actes internationaux faits à Vienne le 10 juillet 1964, ont été ratifiés par la Belgique le 4 novembre 1965 (Moniteur belge du 21 décembre 1965). Le texte de ces actes n'a, toutefois, pas été publié alors que la Convention postale universelle, protocole final et annexes, le règlement d'exécution et annexes, les dispositions concernant les correspondances-avion, protocole final et annexes, signés à Bruxelles le 11 juillet 1952, ont été publiés au Moniteur belge du 4 février 1954.

La publication des actes faits à Vienne le 10 juillet 1964 s'impose également.

.../...

Article 191.

Le § 1er concerne les cas où l'affranchissement est insuffisant.

Le texte se comprendrait mieux s'il commençait par les mots : "En cas d'affranchissement insuffisant ...".

La deuxième phrase du même § 1er devrait commencer par les mots : "Pour les correspondances destinées au Burundi, à la République démocratique du Congo et au Rwanda, ... ".

Article 214.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 214.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 12 octobre 1879 qui est relatif à la mise à exécution de la loi du 30 mai 1879 portant revision et codification de la législation postale;

2° l'arrêté royal du 16 mai 1881 qui est relatif au service de la Caisse d'épargne dans les bureaux de poste, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 1924, par l'arrêté du Régent du 23 août 1947 et par l'arrêté royal du 17 novembre 1961;

3° les articles 1er, 2 et 3 de l'arrêté royal du 25 octobre 1890 qui est relatif à la Caisse de retraite ainsi que l'article 8 du même arrêté dans la mesure où il vise le service de la Caisse de retraite dans les bureaux de poste;

.../...

4° l'arrêté royal du 11 janvier 1897 qui est relatif à la participation de l'Administration des postes au service de la Caisse d'assurances;

5° les articles 1er, 2 et 4 de l'arrêté royal du 3 juillet 1900 qui modifie les règles de la participation des agents des postes aux opérations de la Caisse de retraite et de la Caisse d'assurances garanties par l'Etat;

6° l'arrêté royal du 30 décembre 1901 qui est relatif à la prise à domicile des télégrammes à transmettre et de correspondances postales à expédier par exprès;

7° l'arrêté royal du 14 août 1919 qui est relatif à l'inapplicabilité aux chèques déposés à la poste à fin d'encaissement de la déclaration destinée à remplacer le protêt;

8° l'arrêté royal du 16 novembre 1922 qui est relatif au paiement par l'Administration des postes des coupons d'intérêt échus des dettes directes et indirectes de l'Etat et autres valeurs assimilées;

9° l'arrêté royal du 26 janvier 1924 qui porte modification des arrêtés royaux réglant la participation des bureaux de poste aux opérations ressortissant à la Caisse générale d'épargne et de retraite;

10° l'arrêté royal du 10 septembre 1936 codifiant la législation postale en service intérieur, modifié par :

- les arrêtés royaux des 26 mars et 22 décembre 1937, 10 septembre et 15 octobre 1938, 5 septembre et 19 décembre 1939,
- les arrêtés du Régent des 30 août 1945, 18 mai 1946 et 10 décembre 1948,

.../...

- les arrêtés royaux des 27 juin, 1er juillet, 28 août et 18 novembre 1953, 15 janvier 1954, 29 avril et 12 mai 1955, 14 avril 1956, 27 septembre et 31 décembre 1957, 5 mai et 25 novembre 1958, 25 mars et 10 août 1959, 5 et 6 décembre 1960, 26 mars et 30 octobre 1962, 25 janvier 1963, 20 mars, 16 juin et 30 août 1964, 18 mai et 23 décembre 1965, 20 janvier, 7 février et 20 décembre 1966, 26 janvier et 17 mars 1967, 12 juin et 30 octobre 1968;

11° l'arrêté royal du 10 septembre 1936 codifiant la législation postale en service international, modifié par
- les arrêtés du Régent du 30 août 1946 et du 10 décembre 1948,
- les arrêtés royaux des 27 septembre 1957, 25 novembre 1958, 25 mars 1959, 27 janvier 1961, 12 mai 1965, 7 février , 13 octobre et 20 décembre 1966;

12° la deuxième phrase de l'article 12 de l'arrêté royal du 13 décembre 1954 portant exécution de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale;

13° les articles 2, 3, 4, 4bis et 4ter de l'arrêté royal du 26 décembre 1956 portant mise en vigueur de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes et supprimant la distribution postale les dimanches et jours fériés légaux, modifié par l'arrêté royal du 17 mars 1967;

14° l'arrêté royal du 27 mai 1958 relatif à la distribution à domicile des correspondances postales;

15° l'arrêté royal du 6 novembre 1959 portant fixation de tarifs postaux spéciaux;

16° l'arrêté royal du 25 mai 1964 autorisant l'Administration des postes à instaurer un service de bons postaux de voyage en service international;

.../...

17° l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au paiement à vue des chèques postaux;

18° l'arrêté royal du 26 juin 1967 réglant les conditions d'expédition des correspondances émanant ou à l'adresse des militaires stationnés en dehors du Royaume en temps de paix.

*

* *

TABLEAUX ANNEXES AU PROJET.

Tableau F.

Ce tableau reprend, dans la version française, la dénomination néerlandaise des communes situées dans la région de langue néerlandaise, et, dans la version néerlandaise, la dénomination française des communes situées dans la région de langue française.

Il convient d'examiner si ce procédé est conforme au droit positif ou, plus spécialement, s'il appartient au Roi de remplacer les appellations bilingues des communes usitées jusqu'ici et légalement consacrées comme telles, par une appellation unique, rédigée dans la langue de la région où la localité en question est située.

Le constituant s'en est remis au législateur du soin de la délimitation territoriale et de l'organisation des institutions communales. Depuis qu'en son article 19, la loi communale du 30 mars 1836 a habilité le Roi à établir pour la première fois, pour des motifs d'ordre administratif une classification des communes fondée sur le chiffre de la population, les communes ont, en fait , reçu la dénomination qui figure dans les listes de classification administrative.

.../...

C'est en vertu du susdit article 19 de la loi du 30 mars 1836 que, pour la première fois depuis la création de l'Etat belge, l'arrêté royal du 12 avril 1836 a classé les communes avec indication de leur dénomination.

Cette classification a été revisée à plusieurs reprises, chaque fois à l'intervention du législateur, notamment par les lois des 18 avril 1848, 29 février 1860, 28 mars 1872, 4 juin 1878, 26 mai 1882, 29 décembre 1892, 31 décembre 1902, 27 août 1913, 20 juillet 1926 et 22 juillet 1932. Chaque fois aussi, les communes étaient nommément désignées, mais leur orthographe définitive n'était pas encore établie.

Dans l'intervalle, l'article 4 de la loi du 26 mai 1882 avait expressément habilité le Roi à déterminer l'orthographe des noms des communes et des hameaux. C'est ce que réalisa finalement l'arrêté du Régent du 20 décembre 1949 qui, en même temps qu'il établit une classification des communes fondée sur les articles 3, 4 et 19 de la loi communale, fixa l'orthographe de leur dénomination en vertu de l'article 4 de la loi du 26 mai 1882.

Cet arrêté ne crée pas de nouvelles dénominations pas plus qu'il n'en supprime d'anciennes. Il fixe dans leurs versions néerlandaise et française, l'orthographe définitive des dénominations existantes.

Plusieurs arrêtés royaux ont été pris sur la base de l'article 4 de la loi du 26 mai 1882 qui, soit ont revu , pour des motifs d'ordre philologique, la dénomination de communes existantes, soit l'ont adaptée à des situations de fait d'ordre essentiellement géographique.

.../...

A titre d'exemples, on peut citer les arrêtés royaux des 18 juillet 1934, 26 août 1935, 8 mai 1940, les arrêtés du Régent des 2 août 1946, 17 septembre 1946, 10 février 1948 31 janvier 1949, 15 avril 1949 et l'arrêté royal du 20 décembre 1963. Le préambule de ces arrêtés comporte généralement un considérant qui souligne le caractère exceptionnel de la modification apportée à la dénomination de la ville ou commune intéressée.

Il y a lieu de considérer la légalité de ces arrêtés royaux comme étant strictement limitée à la portée de la mission définie à l'article 4 de la susdite loi du 26 mai 1882.

*

Abstraction faite des dispositions très larges que les articles 91 à 95 de la loi du 14 février 1961 ont prévues en matière de fusion de communes, notre droit positif ne contient aucune indication précise quant à l'autorité compétente pour fixer ou modifier la dénomination des communes. La très grande majorité des noms de communes sont le résultat de circonstances de fait ou de contingences historiques dans lesquelles la part d'intervention de l'autorité (le plus souvent, mais pas toujours, c'est le législateur) s'est réduite à la consécration définitive de cette situation de fait. Les communes plus récentes tirent leur dénomination de la loi qui les a créées en application de l'article 3 de la Constitution.

Au cours des siècles, on a vu, à côté de la dénomination originelle de telle ville ou commune, se former une dénomination équivalente dans l'autre langue nationale. Cette autre version, qu'il est difficile de qualifier dans tous les cas uniformément de traduction pure et simple,

s'est imposée, par un usage souvent séculaire, comme une situation de fait qui allait par la suite trouver sa consécration dans une intervention du législateur. Dès ce moment, on se trouve en présence de deux versions consacrées par la loi.

Des interventions législatives répétées qui se situent entre le 18 avril 1848 et le 22 juillet 1932, il faut logiquement conclure que, dans la pensée du législateur, les noms des communes doivent trouver leur consécration dans une intervention de la plus haute autorité de notre organisation étatique, le pouvoir législatif. Cette manière de voir est confirmée par la loi du 26 mai 1882 qui, en son article 4, estime devoir habiliter le Roi expressis verbis à arrêter l'orthographe des noms de communes. Si, déjà dans le domaine de l'orthographe, le Roi n'est autorisé à agir que pour autant qu'il y ait été expressément habilité, à plus forte raison pareille habilitation est-elle indispensable pour qu'il puisse intervenir par voie de règlements en vue de supprimer, dans l'autre langue, une version érigée en usage légal. Une telle délégation ne saurait être contenue dans l'article 4 de la loi du 26 mai 1882, qui ne vise que les questions de pure orthographe.

*

La dernière intervention du législateur en cette matière a conduit à la loi du 22 juillet 1932. Dans cette loi, les communes étaient désignées par l'appellation usitée jusqu'alors. Plusieurs communes pour lesquelles une dénomination équivalente dans l'autre langue nationale s'était progressivement érigée en usage constant, y étaient mentionnées dans les deux versions.

.../...

Il n'appartient pas au Roi de déroger aux appellations communales telles qu'elles ont été confirmées par la loi de 1932, pas plus qu'il ne lui appartient d'omettre la version usitée dans l'autre langue nationale, cette version étant, elle aussi, confirmée et consacrée par le législateur. Aussi longtemps que le législateur ne sera pas à nouveau expressément intervenu en la matière, les appellations communales figurant dans la loi du 22 juillet 1932 devront être maintenues avec l'orthographe fixée par l'arrêté du Régent du 20 décembre 1949 pris en exécution de la loi du 26 mai 1882. En attendant, il y a lieu, le cas échéant, d'employer les deux versions.

Pour modifier cet état de chose, le Roi devrait pouvoir invoquer un texte législatif exprès. Ainsi qu'il a déjà été dit, les dispositions de l'article 4 de la loi du 26 mai 1882 ne lui procurent pas, à cet égard, l'habilitation requise. D'autre part, ni la loi du 8 novembre 1962 fixant la frontière linguistique, ni celle du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative ne contiennent le moindre élément dont on puisse déduire que le législateur aurait eu l'intention de renoncer à l'indication des noms de communes dans la version qui n'est pas celle de la langue de la région. Bien au contraire, lorsqu'il s'agit de communes pour lesquelles une dénomination différente est usitée dans nos deux langues nationales, la loi du 8 novembre 1962 tout autant que celle du 2 août 1963 emploient la version néerlandaise dans le texte néerlandais, la version française dans le texte français.

Cette ligne de conduite est suivie dans la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire. Dans les dispositions additionnelles de la loi, relatives au ressort des cantons judiciaires, les localités sont, en effet, mentionnées avec les deux dénominations.

.../...

Il résulte de ces considérations que, dans le tableau F annexé au projet, les communes possédant une double dénomination doivent être mentionnées par leur dénomination française dans la version française et par leur dénomination néerlandaise dans la version néerlandaise.

*
* *

L'arrêté en projet prévoyant le contreseing du Premier Ministre, du Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, et du Ministre des Finances, il conviendrait que les tableaux annexés à l'arrêté soient revêtus des mêmes contreseings.

*
* *

Le Conseil d'Etat observe enfin que la rédaction de certaines dispositions du projet manque de clarté et de rigueur et devrait être revue. Il en est ainsi, notamment, pour les articles 29, 59, dernier alinéa, et 67, § 2, 2, alinéa 2.

Aanhef.

In het tweede lid moeten de woorden "in werking gesteld bij koninklijk besluit van 13 december 1954" als overbodig vervallen.

Overeenkomstig artikel 6 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, moet het vijfde lid verwijzen naar het akkoord van de Minister van Financiën.

Artikel 1.

Voorgesteld wordt, onder 2 de "lokale zone" als volgt te definiëren : "deel van een bebouwde kom zoals het door de directeur-generaal der posterijen afgebakend is en waar een uitreikershalte of een postkantoor met of zonder uitreikingsdienst gevestigd is".

Artikel 4.

Het laatste lid is overbodig want in het eerste lid is reeds gezegd dat als poststukken van standaardformaat worden beschouwd die welke aan alle genoemde voorwaarden voldoen.

Artikel 5.

Onder 1 leze men : "alle poststukken die derwijze gesloten zijn, dat het niet mogelijk is zich van hun inhoud te vergewissen zonder ...".

Onder 2 schrijve men : "... met uitzondering van brief- en prentkaarten, naamkaartjes en "fonopost"-zendingen"

.../...

Artikel 8.

Het derde lid leze men als volgt :

"Bij andere naamkaartjes dan die waarvoor het drukwerktarief geldt, mag geen enkel voorwerp worden gevoegd dat onder het verminderd tarief valt".

Artikel 13.

Onder § 1, 1, schrijve men : "van een met de hand of de machine geschreven origineel".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, worden adreskaarten als drukwerk beschouwd en aan het drukwerktarief onderworpen.

De "adreskaarten" moeten dan ook worden toegevoegd aan de opsomming onder 11 van § 2.

Artikel 16.

Ten einde de posttarieven op nauwkeurige grondslagen vast te stellen, vaardigt het ontwerp een omstandige reglementering uit die voor gedrukte stukken een groot aantal onderscheidingen maakt, nu eens volgens objectieve maatstaven die verband houden met de last die de postdienst op zich neemt, dan weer zonder dat een dergelijk verband aanwezig lijkt te zijn.

.../...

In artikel 16 wordt meer in 't bijzonder ten aanzien van tijdschriften een onderscheid gemaakt, waarbij uitsluitend van hun inhoud wordt uitgegaan : zij vallen onder een verschillende regeling naar gelang van het aandeel dat respectievelijk "artikels van algemene informatie" en "handelsadvertenties of reclame" erin krijgen.

Het is de Raad van State niet duidelijk welke objectieve redenen een zodanig onderscheid kunnen wettigen, gelet op het beginsel van de gelijkheid van de burgers ter zake van de lasten die kunnen worden geëist als vergelding voor de werking van een openbare dienst.

Artikel 22.

Het eerste lid zou als volgt moeten beginnen :

"Als "fonopost"-zendingen worden beschouwd zendingen van grammofoonplaten, banden, draden, ...".

Artikel 23.

Het slot van het tweede lid zou als volgt moeten worden gelezen : "... voor zover de regels inzake conditionering eigen aan die categorie van poststukken, worden nagekomen".

Artikel 24.

Er is geen definitie van "monster" voor de binnenlandse dienst. Dat begrip zou nochtans nader moeten worden omschreven, want in de internationale dienst heeft het een andere betekenis.

..

Artikel 25.

Volgens de gemachtigde ambtenaar heeft deze bepaling geen praktisch nut meer. Zij dient te vervallen.

Artikel 28.

De laatste volzin van het tweede lid van § 7 heeft betrekking op een tolerantie die beter op haar plaats zou zijn in een omzendbrief. Die opmerking geldt mede voor alle artikelen waarin dezelfde bepaling voorkomt.

Artikel 45.

In het eerste lid vervange men "aantekentaks" en in het tweede lid "voornoemde vaste taks" door "aantekenrecht".

Artikel 47.

In de Franse tekst moet de laatste volzin van § 2 als volgt worden gelezen : "Ceux de ces objets susceptibles d'être remplacés ne peuvent être déclarés que pour le montant présumé des frais de remplacement".

Artikel 49.

In het eerste lid van § 3 schrijve men :"indien, ten gevolge van ...".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf vervar men "soortgelijke" door "aanvullende".

Paragrafen 4 en 5 : zie de opmerking bij artikel 50.

Artikel 50.

Het ontwerp voorziet in bepaalde prestaties van de Regie van telegrafie en telefonie ten behoeve van de post-dienst.

De Regie is een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid, die opgericht is bij de wet van 19 juli 1930.

Artikel 1, tweede lid, van die wet bepaalt :

"De Regie van telegrafie en telefonie exploiteert in het algemeen belang en volgens nijverheids- en handels-methodes de telegrafie en telefonie met en zonder draad".

Geen bepaling van de wet machtigt de Regie om haar werkingssfeer te verruimen, noch de Koning om aan de Regie andere taken op te dragen dan de wetgever haar heeft opgelegd.

Strikt principieel gezien moet de wettigheid van de ontwerp-bepalingen die de Regie gelasten aan de post-dienst mede te werken, dus in twijfel worden getrokken.

Artikelen 51 en 52.

De medewerking van de post aan de postcollidiensten van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en aan de telegraaf- en telefoondiensten valt niet binnen de opdrach-ten welke aan de post zijn gegeven in de artikelen 1 en 3 van de wet van 26 december 1956.

.../...

De post kan met die medewerking worden belast krachtens artikel 3, laatste lid, maar na advies van de in raad vergaderde Ministers (artikel 35).

De artikelen 51 en 52 moeten derhalve aan de ministerraad worden voorgelegd. Ze moeten mede worden vermeld onder de artikelen die in het voordrachtformulier van het ontwerp-besluit zijn opgesomd.

Artikel 56.

Voorgesteld wordt, het eerste lid als volgt te lezen :

"Tegen vooruitbetaling van een recht voor een bewijs van ontvangst wordt aan de afzender bericht gegeven van de ingeschreven zendingen of expressezendingen".

Artikel 59.

§ 1. Onder A moeten de zesde, de zevende en de achtste regel als volgt worden vervangen : "aan de advocaten-generaal en substituut-procureurs-generaal, aan de procureur des Konings en substituut-procureurs des Konings".

Paragraaf 2 kan beter als volgt worden gelezen :

"§ 2. Standaardbrieven, briefkaarten, prentkaarten van standaardformaat en naamkaartjes mogen portvrij worden verzonden door of aan dienstplichtigen die in vredestijd buiten het Rijk gestationeerd zijn".

....".

.../...

Artikel 60.

Eerste lid. De woorden: "waarvan sprake in het volgende lid" moeten worden vervangen door: "waarvan sprake is in het tweede lid".

De woorden : "de in het eerste lid van artikel 59 bedoelde briefwisseling" vervange men door "de in artikel 59, § 1, eerste lid, bedoelde briefwisseling". Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 61, § 1, en 62.

Artikel 65.

De in § 1 bedoelde "organismen van openbaar nut" zijn die welke onderworpen zijn aan de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. Dat zou met zoveel woorden in de tekst moeten staan.

Artikel 67.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, slaan de woorden "voor rekening van het Ministerie van Justitie" op de verzendingen die toegestaan zijn met het oog op de verkiezingen voor de werkrechtersraden. Derhalve wordt voorgesteld, § 1 als volgt te lezen :

"Met uitzondering van de stukken die ter uitvoering van de kieswetten of met het oog op de verkiezingen voor werkrechtersraden in portvrijdom verzonden mogen worden, moeten alle ...".

.../...

Artikel 78.

Artikel 78 heeft betrekking op ambtenaren van Staat, provincies, gemeenten, parastatale instellingen, enz. ... maar niet op magistraten en militairen.

De Regering is niet voornemens het statuut van de in artikel 78 bedoelde ambtenaren hoe dan ook te wijzigen. Voor Rijksambtenaren zou zij dat trouwens alleen kunnen doen met inachtneming van de formaliteiten die zijn voorgeschreven voor wijzigingen van het statuut van het Rijkspersoneel ; voor provincie- en gemeenteambtenaren zou zij dat evenmin kunnen, gelet op hun wettelijk statuut.

De bedoeling van de Regering zou duidelijker tot uiting komen in de volgende tekst :

"Artikel 78.-

Onverminderd de toepassing van het Strafwetboek en van de tuchtstraffen die hun krachtens hun statuut kunnen worden opgelegd, moeten een strafport betalen dat gelijk is aan tweemaal het bedrag van het ontdoken port en recht, de ambtenaren en beambten die zich schuldig hebben gemaakt aan :

1. misbruik van waarmerking, van voor administratieve briefwisseling gebezigde omslagen, banden of kaarten, van bijzondere vignetten of van bijzondere afdrukken van frankeermachines ;
2. bedrog in de zin van de artikelen 64 en 72.

.../...

Hetzelfde geldt voor ambtenaren die enig misbruik door een derde mogelijk hebben gemaakt.

Aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Posterijen behoren, wordt ... (zoals in het laatste lid)...".

Artikel 81.

Zoals dit artikel is geredigeerd lijkt het aan de post de keuze te laten de poststukken thuis of postliggend te bestellen.

De tekst kan duidelijker als volgt worden gelezen :

"De poststukken worden, naar gelang van het geval, thuis of postliggend besteld".

Artikel 115.

Het ontwerp geeft geen definitie van de "ontvangkaart". De definitie in artikel 143 van het koninklijk besluit van 10 september 1936 kan gevoeglijk worden overgenomen.

Artikel 123.

Artikel 4 van de wet van 2 mei 1956 op de postcheck bepaalt :

"Het bedrag van een per postcheck gegeven order mag 500.000 frank niet te boven gaan.

Het staat de Koning echter vrij die som te verhogen".

.../...

De afschaffing van enig maximum in artikel 123 van het ontwerp-besluit treedt buiten de bevoegdheid welke de Koning ontleent aan het tweede lid van de aangehaalde bepaling, krachtens hetwelk hij alleen het door de wet zelf bepaalde bedrag van 500.000 frank mag verhogen.

Artikel 152.

De woorden "niet-acceptatie" en "niet-visering" moeten onderscheidenlijk worden vervangen door : "gebrek van acceptatie" en "weigering van het visum" (artikelen 45 en 78 van de wet op de wisselbrief).

Artikel 165.

In het tweede lid moeten de woorden "boven het supplement van de prijs" vervallen.

Artikel 180.

Artikel 180 verwijst voor de postbetrekkingen in internationale dienst naar de conventie en de overeenkomsten van de Wereldpostvereniging, behalve wat de facultatieve bepalingen van die internationale akten betreft.

Het statuut van de Wereldpostvereniging, het slotprotocol en de andere internationale akten opgemaakt te Wenen op 10 juli 1964, zijn door België bekrachtigd op 4 november 1965 (Belgisch Staatsblad van 21 december 1965). De tekst van die akten is echter niet bekendgemaakt, terwijl de Wereldpostconventie, het slotprotocol en bijlagen, het reglement van uitvoering en bijlagen, de bepalingen

.../...

betreffende de luchtpoststukken, het slotprotocol en bijlagen, ondertekend op 11 juli 1952 te Brussel, bekendgemaakt zijn in het Belgisch Staatsblad van 4 februari 1954.

Ook de akten die op 10 juli 1964 te Wenen zijn opgemaakt, moeten worden bekendgemaakt.

Artikel 191.

Paragraaf 1 heeft betrekking op onvoldoende gefrankeerde luchtpoststukken.

De tekst zou begrijpelijker zijn indien hij als volgt begon : "Bij onvoldoende frankering ...".

De tweede volzin van dezelfde § 1 zou als volgt moeten beginnen : "Poststukken voor Burundi, de Democratische Republiek Kongo en Rwanda mogen op die wijze worden verzonden ...".

Artikel 214.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 214.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 12 oktober 1879 "regelende de uitvoering der wet van 30 mei 1879 houdende herziening en boeking derwetgeving rakende de posterijen";

.../...

2° het koninklijk besluit van 16 mei 1881 betreffende de dienst van de Spaarkas in de postkantoren, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 1924, het besluit van de Regent van 23 augustus 1947 en het koninklijk besluit van 17 november 1961 ;

3° de artikelen 1, 2 en 3 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1890 betreffende de Lijfrentekas, alsmede artikel 8 van hetzelfde besluit, inzover het de dienst van de Lijfrentekas in de postkantoren betreft ;

4° het koninklijk besluit van 11 januari 1897 betreffende de medewerking van het Bestuur der posterijen aan de dienst van de Verzekeringskas ;

5° de artikelen 1, 2 en 4 van het koninklijk besluit van 3 juli 1900 houdende wijziging van de regelen "betreffende de bemoeiing van de postbeambten met de verrichtingen van de Lijfrentekas en van de Verzekeringskas onder waarborg van de Staat";

6° het koninklijk besluit van 30 december 1901 "tot invoering van een dienst voor afhaling ten huize van over te seinen telegrammen en poststukken met spoedbestelling";

7° het koninklijk besluit van 14 augustus 1919 betreffende de niet-toepasselijkheid op bij de post ter invordering afgegeven checks, van de verklaring bestemd tot vervanging van het protest ;

8° het koninklijk besluit van 16 november 1922 betreffende de betaling door het Bestuur der posterijen van de vervallen interestcoupons van de rechtstreekse en onrechtstreekse Staatsschuld en andere daarmede gelijkgestelde waarden ;

.../...

9° het koninklijk besluit van 26 januari 1924 houdende wijziging van de koninklijke besluiten tot regeling van de medewerking der postkantoren aan de verrichtingen van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas ;

10° het koninklijk besluit van 10 september 1936 tot ordening van de postwetgeving in binnenlandse dienst, gewijzigd bij ;

- de koninklijke besluiten van 26 maart en 22 december 1937, 10 september en 15 oktober 1938, 5 september en 19 december 1939 ;
- de besluiten van de Regent van 30 augustus 1945, 18 mei 1946 en 10 december 1948 ;
- de koninklijke besluiten van 27 juni, 1 juli, 28 augustus en 18 november 1953, 15 januari 1954, 29 april en 12 mei 1955, 14 april 1956, 27 september en 31 december 1957, 5 mei en 25 november 1958, 25 maart en 10 augustus 1959, 5 en 6 december 1960, 26 maart en 30 oktober 1962, 25 januari 1963, 20 maart, 16 juni en 30 augustus 1964, 18 mei en 23 december 1965, 20 januari, 7 februari en 20 december 1966, 26 januari en 17 maart 1967, 12 juni en 30 oktober 1968 ;

11° het koninklijk besluit van 10 september 1936 tot ordening van de postwetgeving in internationale dienst, gewijzigd bij :

- de besluiten van de Regent van 30 augustus 1946 en 10 december 1948 ;
- de koninklijke besluiten van 27 september 1957, 25 november 1958, 25 maart 1959, 27 januari 1961, 12 mei 1965, 7 februari, 13 oktober en 20 december 1966;

.../...

12° de tweede volzin van artikel 12 van het koninklijk besluit van 13 december 1954 tot uitvoering van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij ;

13° de artikelen 2, 3, 4, 4bis en 4ter van het koninklijk besluit van 26 december 1956 houdende inwerkingstelling van de wet van 26 december 1956 op de Postdienst en opheffing van de postbestelling op zondagen en wettelijke feestdagen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 maart 1967 ;

14° het koninklijk besluit van 27 mei 1958 betreffende het thuis bestellen van correspondentie door de post ;

15° het koninklijk besluit van 6 november 1959 houdende vaststelling van bijzondere posttarieven ;

16° het koninklijk besluit van 25 mei 1964 dat aan het Bestuur der posterijen machtiging verleent om een dienst van reispostbons in internationale dienst in te richten ;

17° het koninklijk besluit van 12 april 1965 betreffende de betaling op zicht van postchecks ;

18° het koninklijk besluit van 26 juni 1967 houdende vaststelling van de verzendingsvoorwaarden van de briefwisseling uitgaande van of geadresseerd aan de militairen gestationeerd buiten het Rijk in vredestijd ".

*
* *

.../...

BIJ HET ONTWERP GEVOEGDE TABELLEN.

Tabel F.

Deze tabel geeft in haar Nederlandse versie de Franse benaming van de gemeenten uit het Franse taalgebied en in de Franse versie de Nederlandse benaming van de gemeenten uit het Nederlandse taalgebied.

De vraag is of die handelwijze strookt met het positief recht ; meer in het bijzonder, of het tot de bevoegdheid van de Koning behoort de tot heden gebruikelijke en als dusdanig wettelijk erkende aanduidingen in de beide landstalen te vervangen door één enkele, zijnde de aanduiding in de taal van het taalgebied waar de plaats in kwestie gelegen is.

De grondwetgever liet aan de wetgever de zorg van de territoriale afbakening en de organisatie van de gemeentelijke inrichtingen. Sedert de gemeentewet van 30 maart 1836 in haar artikel 19 de Koning bevoegd maakte om voor het eerst de gemeenten om bestuurlijke redenen te rangschikken naar gelang van het bevolkingsaantal, hebben de gemeenten in feite de benaming gekregen die voorkomt in de lijsten van administratieve rangschikking.

Op grond van genoemd artikel 19 van de wet van 30 maart 1836 werden de gemeenten met aanduiding van hun benaming, voor het eerst na de totstandkoming van de Belgische Staat, gerangschikt bij koninklijk besluit van 12 april 1836.

.../...

Die rangschikking werd herhaaldelijk herzien, telkens door de wetgever : aldus de wetten van 18 april 1848, 29 februari 1860, 28 maart 1872, 4 juni 1878, 26 mei 1882, 29 december 1892, 31 december 1902, 27 augustus 1913, 20 juli 1926 en 22 juli 1932. Telkens werden de gemeenten aangeduid maar de definitieve schrijfwijze lag nog niet vast.

Bij artikel 4 van de wet van 26 mei 1882 was de Koning ondertussen uitdrukkelijk gemachtigd de schrijfwijze van de plaatsnamen vast te stellen. Dit gebeurde dan uiteindelijk bij het besluit van de Regent van 20 december 1949, waarbij tegelijk de gemeenten werden gerangschikt op grond van de artikelen 3, 4 en 19 van de gemeentewet en de schrijfwijze van hun aanduiding definitief bepaald op grond van artikel 4 van de wet van 26 mei 1882.

In dit besluit worden geen nieuwe namen gevormd of worden ook geen namen geschrapt. Van de bestaande aanduidingen, in de Nederlandse en de Franse versie, wordt de definitieve schrijfwijze bepaald.

Op grond van datzelfde artikel 4 van de wet van 26 mei 1882 werden meerdere koninklijke besluiten genomen waarbij de benaming van bestaande gemeenten werd herzien om taalkundige redenen, of aangepast om feitelijke motieven vooral van geografische aard. Als voorbeeld kunnen worden ingeroepen de koninklijke besluiten van 18 juli 1934, 26 augustus 1935, 8 mei 1940, de besluiten van de Regent van 2 augustus 1946, 17 september 1946, 10 februari 1948, 31 januari 1949, 15 april 1949 en het koninklijk besluit van 20 december 1963. In de aanhef van deze besluiten vindt men doorgaans een considerans terug waarin wordt gewezen op het uitzonderlijk karakter van de wijziging in de be van de gemeente of stad.

De wettelijkheid van deze koninklijke besluiten dient uitdrukkelijk te worden beperkt tot de omvang van de opdracht omschreven in het bepaalde van artikel 4 van meergenoemde wet van 26 mei 1882.

*

Afgezien van de zeer ruime bepalingen vervat in de artikelen 91 tot 95 van de wet van 14 februari 1961 met betrekking tot de samensmelting van gemeenten, behelst ons positief recht geen preciese aanduiding van de autoriteit, bevoegd om de benaming van de gemeenten vast te stellen of te wijzigen. Het overgrote deel van de gemeentenamen zijn het gevolg van feitelijke en historische omstandigheden waarbij het overheidsoptreden (doorgaans doch niet uitsluitend de wetgever) zich ertoe beperkte, deze feitelijkheid definitief vast te leggen. Gemeenten van meer recente datum ontvingen hun naam in de wet die, in toepassing van artikel 3 van de Grondwet, tot hun oprichting overging.

Met de loop der tijden is naast de oorspronkelijke aanduiding in de taal van de streek een equivalent in de andere landstaal gegroeid. Deze andere versie, die men bezwaarlijk in alle gevallen een eenvoudige vertaling kan noemen, heeft zich door haar in meerdere gevallen eeuwenoud gebruik tot een feitelijkheid opgedrongen, die haar bekrachtiging vond in het optreden van de wetgever. Vanaf dat ogenblik werden beide versies door de wetgever bekrachtigd.

Uit het herhaaldelijk optreden van de wetgever tussen 18 april 1848 en 22 juli 1932 dient redelijkerwijze te worden afgeleid dat, naar de idee van de wetgever, de gemeentelijke benamingen hun uiteindelijk beslag moeten vinden in een tussenkomst van de hoogste bevoegdheid in ons Staatsbestel, zijnde de wetgever. Deze zienswijze vindt

.../...

haar bevestiging in de wet van 26 mei 1882, waarbij in artikel 4 het nodig werd geoordeeld de Koning, expressis verbis, te moeten machtigen de schrijfwijze van de gemeentenamen vast te leggen. Indien de Koning op het vlak der enkele schrijfwijze slechts kan optreden ingevolge een uitdrukkelijke habilitatie, dan is dergelijke machtiging a fortiori onmisbaar om regelend op te treden om een tot wettelijk gebruik gegroeide versie in de andere landstaal weg te laten. Dergelijke opdracht kan niet vervat zijn in het bepaalde van artikel 4 van de wet van 26 mei 1882, hetwelk zich beperkte tot de schrijfwijze.

De wet van 22 juli 1932 was de laatste interventie van de wetgever ter zake. De gemeenten werden aangeduid onder de tot dan toe gebruikelijke benaming. Voor meerdere gemeenten, waarvoor mettertijd een equivalent in de andere landstaal tot een vast gebruik was gegroeid, werden de beide gebruikte versies aangewezen.

Het komt de Koning niet toe af te wijken van de gemeentebenamingen zoals het bestaan daarvan in 1932 bij de wet werd bevestigd. Het komt de Koning ook niet toe de gebruikelijke versie in de andere landstaal, waarvan eveneens het bestaan werd bekrachtigd en bevestigd door de wetgever, ter zijde te laten. Zolang de wetgever ze niet zal hebben gewijzigd, dienen de gemeentebenamingen, voorkomend in de we van 22 juli 1932, behouden te blijven in de schrijfwijze vastgelegd bij besluit van de Regent van 20 december 1949 genomen op grond van de wet van 26 mei 1882. Tot zolang, en, in voorkomend geval, dienen beide versies te worden gebruikt.

.../..

Om daarin enige wijziging te kunnen brengen, zou de Koning zich moeten kunnen beroepen op een uitdrukkelijke wettekst. Er is reeds gezegd dat het bepaalde in artikel 4 van de wet van 26 mei 1882 hem de vereiste machtiging niet verleent. Anderzijds kan noch in de wet van 8 november 1962 waarbij de taalgrens is afgebakend, noch in de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken enige aanduiding worden weergevonden waaruit zou kunnen worden afgeleid dat het in de bedoeling van de wetgever zou hebben gelegen, af te zien van de aanduiding der gemeenten in de versie van de taal die niet de streektaal is. Integendeel, wanneer het gaat om gemeenten waarvoor in beide landstalen een verschillende benaming gebruikelijk is, dan wordt, zowel in de wet van 8 november 1962 als in deze van 2 augustus 1963 , in de Nederlandse tekst de Nederlandse versie en in de Franse tekst de Franstalige versie gebruikt.

Deze lijn wordt doorgetrokken in de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. In de aanvullende bepalingen omtrent de gebiedsomschrijving van de gerechtelijke kantons worden de plaatsen vermeld onder beide benamingen.

Uit dit alles volgt dat de gemeenten die twee benamingen hebben, in de Nederlandse versie van tabel F met hun Nederlandse benaming, in de Franse versie met hun Franse benaming moeten worden opgegeven.

*
* *

.../...

Aangezien het ontwerp-besluit voorziet in de mede-ondertekening door de Eerste Minister, de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en de Minister van Financiën, zullen ook de bij het besluit gevoegde tabellen door die Ministers medeondertekend moeten worden.

*
* *

Ten slotte moge worden opgemerkt, dat de redactie van sommige bepalingen van het ontwerp aan duidelijkheid en nauwkeurigheid te wensen overlaat en derhalve zou moeten worden herzien. Dat is onder meer het geval met de artikelen 29, 59, laatste lid, en 67, § 2, 2, tweede lid.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G.CISELET,	staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	P.DE VISSCHER,	assesseurs de la section de législation,	
	G.ARONSTEIN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M.JACQUEMIJN,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.J.COOLEN, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.COOLEN, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER — DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT — DE VOORZITTER,

(s.) M.JACQUEMIJN. — (s.) G.VAN BUNNEN.